



Fédération
Syndicale
Unitaire

CAEN du 11 décembre 2013

DÉCLARATION DE LA FSU

Monsieur le Recteur,
Madame la Vice-présidente du Conseil Régional,
Mesdames et messieurs les membres du CAEN,

La lecture du rapport PISA nous alerte à juste titre sur l'état de notre service public d'éducation. Ces dernières années, les inégalités scolaires se sont gravement accentuées et notre système éducatif est de plus en plus ségrégatif, en ne permettant pas aux élèves en difficulté sociale et scolaire de progresser. Ce tri social précoce accablant pour le projet d'une école de la République au service de la réussite de tous appelle une réorientation indispensable, à partir de la critique des réformes qui l'ont généré.

Il est temps de mettre à plat tout ce qui fait obstacle à la démocratisation de l'École, le manque d'enseignants formés, l'absence d'équipe pluri professionnelle complète, le manque d'ambition dans les parcours des élèves et enfin les conditions de travail dégradées, associées à un nouveau management qui dévalorise et décrédibilise les personnels. Il est plus que temps que France conformément aux recommandations de L'OCDE consacre 0.13% de son PIB à l'Éducation Prioritaire soit plus du double de qui est actuellement consacré. Il est plus que temps que l'Éducation nationale tienne suffisamment compte des zones urbaines en difficulté dans la répartition des moyens ainsi que des zones rurales en déshérence.

A l'heure où les discussions sur les obligations de service ont commencé, il serait temps de prendre en compte la parole des personnels et leur expertise sur notre système éducatif.

Le CAEN d'aujourd'hui nous offre, une fois de plus, une caricature de consultation : la remise tardive des documents, rendant évidente la volonté de report à la date de repli, montre une certaine dose de mépris pour les représentants des personnels et des usagers. Surtout si on y ajoute la consigne donnée aux Chefs d'établissements de ne pas communiquer sur les informations reçues relatives à l'évolution de la Carte des Formations professionnelles de leur établissement.

La modicité de l'ordre du jour rend encore plus ridicule la disproportion entre le nombre de titulaires potentiels de cette instance et la réalité de ces travaux.

Nous avons là, comme malheureusement dans beaucoup de situation de la vie publique, un véritable déficit de démocratie.

Le Conseil Régional, parce que c'est une instance d'élus censée être la représentation du peuple, n'a pas de structure officielle de concertation avec les

usagers en dehors du CESER. Le CAEN pourrait être ce lieu sur les questions de la formation.

Mais, son dysfonctionnement chronique et, osons le dire, voulu par certains, ne lui permet pas de jouer ce rôle.

Il semble, de plus, faire double emploi sur certains sujets avec le CCREFFP.

Pour le Conseil Régional et, de plus en plus pour l'Éducation Nationale, l'offre de formation est prise dans sa globalité, public et privé, temps plein scolaire et alternance, initiale et continue. A ce CAEN, nous aurions pu être consultés aussi sur la carte des formations privées autorisées ou subventionnées par la région, sur la carte de l'apprentissage ou sur la mise en place du SPRO Service Public Régional d'Orientation.

Ceci dit, revenons au document proprement dit qui nous a été remis, élaboré conjointement et ce pour la première fois, entre le Rectorat et le Conseil régional. A la première lecture, on pourrait penser que l'on a évité le pire, en particulier pour la rentrée 2014 : après les mesures drastiques suite à la généralisation du bac pro 3 ans entraînant la suppression d'un grand nombre postes de PLP dans notre Académie, après les vives inquiétudes de la rentrée 2012 avec de nouvelles propositions de fermetures de sections (dont certaines ont été heureusement annulées) , le projet de Carte des Formations professionnelles comprend encore des propositions de fermeture de sections.

MAIS la réalité est bien moins satisfaisante que cela.

Tout d'abord, cette Carte des Formations pour la rentrée 2014 comporte encore la fermeture de CAP sans compensation, à Morcenx et à Biarritz, celle d'un Bac Pro à Aire sur Adour dans un domaine industriel très important pour l'emploi et de Mentions Complémentaires à Bergerac et St Jean de Luz. Par ailleurs, aucune prospective ni pour 2014 ni pour 2015. Quand on connaît les possibilités d'insertion dans certains domaines dans notre académie (mis en lumière par l'enquête BMO-Pôle emploi de 2013), quand on parcourt de nombreux écrits à ce sujet, en particulier dans le dernier journal de la Région, quand on écoute notre Ministre parler à plusieurs reprises, depuis la rentrée, de l'excellence de la voie professionnelle et de la nécessité de la relancer, la Carte qui nous est présentée est donc extrêmement décevante. Aucune prise en compte des demandes d'évolutions de la carte comme à Toulouse Lautrec avec le Bac Pro artisanat et métiers d'art Marchandisage Visuel, ni d'augmentation des capacités d'accueil comme au LP de l'Alba en bac pro des Procédés de la Chimie. Plus grave encore, vos documents sur les prévisions d'effectifs R2014, remis aux chefs d'établissements ces jours-ci, comportent eux des réductions de capacités d'accueil entraînant la suppression de demi-sections, comme à Pablo Picasso en Gestion administration. Ce n'est pas admissible car sont ainsi camouflées des informations très importantes pour l'accueil de nos élèves et le devenir de nos postes.

Pour la rentrée 2015, les propositions de transfert de sections de Bac pro Technicien d'usinage d'Eysines à Talence Kastler et de Jurançon à Oloron ne peuvent recevoir notre assentiment car cela va durement pénaliser les élèves et leur famille, tout comme la fermeture envisagée du Bac pro Menuisier Agenceur à Morcenx qui recrute cette année à 12 élèves, preuve de l'implication de l'équipe

pédagogique après les mises en garde de l'an passé. Là aussi, il n'y pas de volonté affichée de mener une politique dynamique d'ouvertures ou de renforcement de sections. De même, le projet de fermeture du BTS CRSA à Bayonne est incompréhensible dans la mesure où le nombre de formations professionnelles au niveau 3 est notoirement insuffisant dans notre région par rapport aux besoins d'emploi à ce niveau, particulièrement dans le secteur de la mécanique et de l'automatisme.

Si vous souhaitez réellement développer le flux de sortants au niveau 3, notamment par l'accès en plus grand nombre des Bac Pro en BTS, il faudrait financer les dispositifs de remise à niveau ou / et un réel accompagnement pour ces élèves afin de limiter le décrochage en cours de formation et assurer leur réussite. Évidemment, cela a un coût !

Bien sûr, vous allez nous parler de moyens constants mais une politique dynamique de relance de la formation professionnelle dans l'intérêt du développement économique de notre pays peut-elle se satisfaire de moyens constants ?

On nous parle de moyens constants pour l'enseignement professionnel public mais pas pour l'apprentissage. Là, pas d'obstacles pour ouvrir des UFA, directement concurrentielles de nos sections, en particulier de CAP, dans nos établissements. Ne venez pas nous dire que le passage envisagé de 16000 apprentis à 19000 en Région Aquitaine se fera à moyens constants. Il faudra bien réorienter dans ce sens l'utilisation de nos impôts. Si c'est votre choix, sachez que ce n'est pas le choix des personnels, essentiellement pour des raisons pédagogiques. En fait, si l'on a bien compris, la rénovation de la voie professionnelle ne passe pas par la formation initiale sous statut scolaire mais bien par la relance de l'apprentissage....Il fallait que cela soit dit.

Mais nous ne saurions terminer sans une note d'espoir. Rêvons en un peu à quelques jours de la période des vœux : et si le Service public d'éducation en formation initiale sous statut scolaire reprenait la main en tirant les leçons de l'enquête PISA du 3 décembre. Reprenons les termes mêmes de Monsieur le Ministre : « Ces résultats sont inacceptables... L'école de la République ce n'est pas fini. Nous allons la refonder... On doit faire comprendre à tous que l'aide aux plus faibles ne nuit pas aux meilleurs... On a de plus en plus d'élèves en difficulté mais pas plus d'élèves qui réussissent. Les pays qui réussissent sont les plus équitables » Le Ministre parle bien de l'Ecole de la République : pourquoi nos élèves, souvent issus des milieux défavorisés et aussi souvent de l'immigration, n'auraient-ils pas tous, le droit d'espérer un enseignement professionnel d'excellence et porteur d'avenir dans nos établissements ? La FSU est prête à s'investir complètement dans ce sens, à condition que les dés ne soient plus pipés. Elle demande avec force que s'ouvre une large concertation sur l'évolution de nos Cartes des Formations, professionnelles et technologiques, incluant l'ensemble des acteurs, afin de ne plus travailler au coup par coup et d'offrir de véritables perspectives de développement à nos établissements publics d'Aquitaine, et ce dans l'intérêt de tous. Comme le disait *Nelson Mandela* « *L'éducation est l'arme la plus puissante que vous puissiez utiliser pour changer le monde* ».